

Commémoration de la journée de l'indépendance nationale à Kwanza Nord



Le Vice-président Manuel Vicente, en représentation du Chef de l'Etat, José Eduardo dos Santos, a présidé la cérémonie officielle marquant le 41ème anniversaire de l'indépendance nationale.

Le Vice-président angolais, Manuel Domingos Vicente, a considéré la journée du 11 novembre comme étant un

moment de grand souvenir sur les combats héroïques et les sacrifices consentis pour que les angolais soient libres et responsables de leur destinée. « C'est un moment de grande joie pour nous tous, mais également de grands souvenirs sur les combats héroïques, les sacrifices consentis par le peuple angolais pour être réellement libres et responsables de la destinée ».

Dans la ville de Ndalatando, province de Cuanza Norte, Manuel Vicente a appelé à la rigueur, le sens de responsabilité, la discipline et l'efficacité dans l'action gouvernementale pour optimiser les résultats.

Manuel Vicente s'est incliné et a déposé une couronne de fleurs la sculpture érigé en mémoire d'Agostinho Neto, qui le 11 novembre 1975, a proclamé l'indépendance d'Angola du joug colonial portugais.

Né le 17 septembre 1922 à Kaxicane, Icolo e Bengo (Luanda), Agostinho Neto est mort le 10 septembre 1979, à Moscou, ex-URSS des suites d'une longue maladie. Médecin, écrivain et nationaliste, António Agostinho Neto était également président du Mouvement Populaire de Libération d'Angola (MPLA).

L'Angola et le Centrafrique renforcent leur coopération

Le Président centrafricain Faustin Archange Touadéra a effectué une visite de 48h00 à Luanda, la capitale angolaise. Cette visite dont le but était de renforcer la coopération entre l'Angola et le Centrafrique dans plusieurs domaines, parmi lesquels la réorganisation et le renforcement des FACA, intervient à un moment opportun.

La RCA a connu dernièrement un regain de violence d'une vaste ampleur causant la mort de plusieurs civils et une fuite massive de population à l'intérieur du pays. Manquant cruellement de moyens, sous embargo, avec une armée à refonder, cette visite en Angola et ses conséquences ne pouvaient mieux tomber pour le pays.

Affichant son soutien à ce "pays frère", le Président Angolais José Eduardo Dos Santos a réaffirmé à son homologue Centrafricain que l'Angola était prêt à soutenir la République Centrafricaine pour l'exécution d'un programme de consensus, de réorganisation et de renforcement des Forces armées et de la Police.

En outre, le Président Dos Santos a plaidé pour que le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en RCA devienne effectif et que l'union et la réconciliation nationale soient une réalité dans un avenir proche et devienne le point de préoccupation majeur de tous les acteurs politiques.



Président Faustin Archange Touadéra, dans son discours, en a profité pour remercier très chaleureusement son homologue angolais pour le soutien multiforme que l'Angola a apporté et continue d'apporter à son pays. Il a par ailleurs appelé les autorités de Luanda à militer en faveur de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Centrafrique et les a invitées à participer à la table ronde des bailleurs de fonds en faveur de la Centrafrique qui se tiendra le 17 novembre 2016 à Bruxelles.

A l'heure où les troupes françaises de l'opération Sangaris s'appêtent à quitter le pays, la réaffirmation du soutien angolais à la Centrafrique est une bouffée d'air plus que bienvenue.

Le Vice-président de la République se réunit avec la mission du CS de l'ONU



Le vice-président de la République de l'Angola, Manuel Vicente, s'est entretenu lundi 14 novembre, à Luanda, avec la mission du Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre des efforts internationaux visant la paix et la stabilité en République démocratique du Congo (RDC). La mission du Conseil de sécurité provenait de Kinshasa où elle a tenu des réunions de concertation avec le gouvernement, le Parlement, les partis politiques, la société civile et d'autres acteurs de la scène politique de la RDC, en particulier sur le processus électoral.

Parlant à la presse, l'ambassadeur d'Angola auprès des Nations Unies, Ismael Gaspar Martins, a déclaré qu'il codirigeait la mission avec le représentant adjoint de la France auprès des Nations Unies, Alexis Lamek. Selon l'ambassadeur Ismael Martins, l'Angola va agir conformément aux décisions du Conseil de sécurité pour assurer un dialogue productif et inclusif et soutient le respect de la Constitution de sorte à éviter le chaos dans ce pays, qui aurait des répercussions sur les pays voisins. "L'Angola continuera à travailler pour trouver des solutions consensuelles," a-t-il dit.

A son tour, l'ambassadeur permanent de la France auprès de l'ONU, Alexis Lamek estime nécessaire de renforcer la confiance entre les parties, de clarifier les positions, de respecter la Constitution et le calendrier du processus électoral. «Le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Angola partagent la nécessité de continuer à rapprocher les parties pour empêcher que le 19 décembre déclenche une crise, avec des conséquences alarmantes», a souligné le diplomate français. Il a souligné que la médiation de la Confédération des églises congolaises peut créer un consensus pour le calendrier des élections.

Alexis Lamek a déclaré qu'il était important que les élections aient lieu le plus tôt possible, dans l'espoir que les forces politiques qui se sont abstenues de signer l'accord, s'engagent dans le rétablissement de la paix et de la stabilité en RDC. La mission du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a été en RDC est composée des représentants de l'Angola, de la Chine, de l'Égypte, de la France, du Japon, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, de la Russie, du Sénégal, d'Espagne, de l'Ukraine, d'Angleterre, des États-Unis, de l'Uruguay et du Venezuela.

La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Angola



La Chine est actuellement le plus grand partenaire commercial de l'Angola dans le cadre de la coopération économique existant entre les deux pays, a affirmé lundi, à Luanda, le ministre et chef de la Maison civile du Président de la République, Manuel da Cruz Neto. Il s'exprimait à l'ouverture du Forum d'investissement Angola/Chine, parrainé par la Maison civile et le Ministère du Commerce de la Chine.

Manuel da Cruz Neto a expliqué que, en vertu des accords économiques, les transactions commerciales entre les deux pays augmentaient de plus en plus, comme en témoigne le montant des prêts et ligne de crédit, accordée depuis 2004 par la Chine à l'Angola, oscillant autour de 15 milliards de dollars.

Manuel da Cruz Neto a indiqué qu'en juillet de cette année, l'Angola était devenu le plus grand fournisseur de pétrole à la Chine, dépassant ses fournisseurs traditionnels, tels que la Russie et l'Arabie Saoudite. Outre le pétrole, a-t-il ajouté, d'autres produits suscitent l'intérêt du marché chinois, d'où le domaine de la coopération entre les deux pays est vaste.

Luanda est aujourd'hui le premier partenaire commercial de Pékin en Afrique. Depuis plusieurs années, la Chine participe massivement à la construction de l'Angola. Des kilomètres de voies de chemin de fer, des villes-nouvelles entières, le futur aéroport international de Luanda, autant de réalisations chinoises financées par le pétrole angolais.

Selon lui l'Angola "est également un avantage pour la Chine, la position géostratégique de l'Angola, en particulier si l'on tient compte de ses intérêts commerciaux sur le continent africain, notamment dans la région de la SADC", a-t-il souligné. Pour toutes ces raisons, a-t-il ajouté, le Forum d'investissement Angola/Chine est une autre étape vers le renforcement des relations entre les angolaises et chinoises, en établissant des partenariats solides, capables de stimuler l'économie nationale.

Le Forum d'investissement Angola/Chine est organisé par la Maison Civile du Président de la République et le ministère du Commerce de la Chine, en partenariat avec l'Unité Technique d'Investissement Privé (USIP). Lors de cette réunion, plus de 400 hommes d'affaires chinois participent dans la perspective de signer des accords de partenariat dans divers domaines d'activité.



Biocom produit plus de 50 mille tonnes de sucre

La compagnie angolaise Bioenergia (Biocom), située dans la province de Malange, a indiqué que sa production de sucre, pour l'année commerciale 2016/2017, a sensiblement dépassé ses prévisions initiales.



Selon Marco Brandao, directeur de production de Biocom, la production s'élève à 51 000 tonnes de sucre, soit 4 000 tonnes en plus. Par rapport à l'année précédente la compagnie a plus que doublé sa production sucrière qui était de 24 700 tonnes, mais elle tient à 1/5 de son objectif, à l'horizon 2020, qui est de 250 000 tonnes.

La Société Bioénergie d'Angola (Biocom) va commercialiser en juillet prochain un sac de 50 de sucre à 9.600 kwanzas aux commerçants, grossistes et détaillants c'est ce qu'a déclaré le directeur général adjoint de Biocom, Luis Bagorro Júnior, au cours d'une interview.

La Société Biocom qui dispose d'une concession de 80 000 hectares dans la province Malanje, consacrera, à terme, 40 000 hectares à la réalisation de cette ambition. La production d'éthanol de Biocom a également progressé, passant de 10 200 m³, en 2015/2016, à 13 800 m³. La société veut permettre à l'Angola de sécuriser son approvisionnement énergétique en lui fournissant, à terme, 235 000 Mwh.

La compagnie Biocom est un partenariat entre la filiale angolaise du groupe brésilien Odebrecht, la société locale Cochan et la société nationale d'hydrocarbures Sonangol. Les deux premières compagnies détiennent, chacune, 40% du capital de Biocom tandis que les 20% restants appartiennent à la Sonangol.

L'efficacité des banques détermine le succès de l'entrepreneuriat national



Le succès de l'entrepreneuriat national devrait compter sur le bon fonctionnement des banques commerciales, le système financier angolais et l'investissement étranger pour assurer la croissance économique et améliorer la qualité de vie des citoyens. C'est ce qu'a affirmé mardi, le président de la Chambre de commerce Angola-Chine (CAC), Manuel Arnaldo de Sousa Calado, ajoutant que la bonne organisation de l'entrepreneuriat national permettra également de se défendre des cycliques et inattendues crises économiques et financières que monde est confronté.

Intervenant à l'ouverture du Forum d'investissement Angola/Chine, qui s'est déroulé du 6 au 7 novembre dernier, au Centre de Conventions de Talatona, à Luanda, le responsable a indiqué que l'investissement des hommes d'affaires chinois en Angola ne serait efficace que si leurs homologues angolais répondent favorablement, ainsi que les institutions congénères angolaises. Il a garanti que la CAC réunissait, en quelques mois de son existence, plus de 625 associés dans toutes les provinces du pays, dont des entrepreneurs angolais et chinois. Selon Manuel Calado, ces investisseurs angolais et chinois ont introduit 483 projets répartis dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la construction, du commerce et industrie, de l'hôtellerie et tourisme, de l'énergie et exploitation minière.

Il a expliqué que la CAC apparaissait comme une idée nouvelle qui garantit à l'entrepreneuriat national des meilleures conditions pour atteindre les objectifs qui conduisent au développement de l'économie du pays et à l'enrichissement de l'entrepreneuriat angolais. Avec la réalisation du Forum d'investissement en Angola/Chine, sous la devise «Une occasion d'accélérer la diversification de l'économie," l'Angola est devenu le premier pays de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), qui matérialise l'esprit de partenariats privés que le Gouvernement chinois a proposé au continent africain, faisant en sorte les Angola et les Chinois intensifient la coopération en matière d'investissement privé et consolident l'exécution des projets existants.

Il s'agit de l'un des plus grands événements que les investisseurs chinois participent en Angola, à l'initiative de l'Unité technique pour l'investissement privé (UTIP) de la Maison civile du Président de la République d'Angola. Participent à cette rencontre plus de 400 entrepreneurs chinois et 500 investisseurs nationaux, qui, pendant deux jours, vont essentiellement réfléchir sur la réalisation et l'accélération des projets existants dans le pays, ainsi que signer de nouveaux contrats d'investissement en Angola.

La production pétrolière a démarré sur le bloc Mafumeira sud



La compagnie d'Etat en charge des hydrocarbures, Sonangol, a annoncé le jeudi, que la production pétrolière a débuté sur le champ pétrolier de Mafumeira Sud avec une capacité initiale de production de 10 000 barils par jour.

D'un coût total de 5,6 milliards \$, le projet de développement du champ pétrolier de Mafumeira Sud qui a

débuté en 2015, vise à atteindre à terme une production pétrolière de plus de 110 000 barils par jour et une production journalière de gaz de pétrole liquéfié de 10 000 barils.

Situé à 24 km au large de la province de Cabinda Offshore, ce bloc de 5500 km², est à une profondeur d'eau de 60 mètres et dispose de 21 champs en développement avec une production journalière potentielle de 340 000 barils.

La compagnie américaine Chevron assure le développement opérationnel du projet Mafumeira, indiquant que le pétrole produit sera transporté par des tuyaux sous-marins vers le terminal de Malongo. Le gaz naturel et le gaz liquéfié seront transportés par des tuyaux sous-marins vers la plateforme.

Le consortium d'exploitation comprend principalement, la Sonangol qui détient 41% d'actifs et la compagnie américaine Chevron Corporation, qui possède 39,2% d'actifs et jouit du statut d'opérateur via sa filiale angolaise, Cabinda Gulf Oil Company (CABGOC). Le reste se partage entre l'italien ENI (9,8%) et le groupe français Total (10%).

L'Angola présente à la Conférence des donateurs pour la République Centrafricaine



Le ministre des Relations Extérieures, Georges Chikoti, a indiqué mercredi 16 novembre à Bruxelles (Belgique), lors de son discours au siège de l'Union Européenne (UE), où se déroule la Conférence internationale des donateurs pour la RCA, que l'Angola soutient le processus de consolidation de la paix et stabilité en République Centrafricaine (RCA), afin de créer des conditions pour le plein développement des potentialités dont la nation centrafricaine dispose.

Selon le chef de la diplomatie angolaise, restaurer le tissu social, mener à bien les réformes structurelles et améliorer la croissance économique pour le bien de tout le peuple centrafricain sont des tâches urgentes, mais possibles seulement avec l'engagement de la communauté internationale. Georges Chikoti a souligné que le Gouvernement angolais considérait conférence comme vitale afin que les pays partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RCA réaffirment leur engagement en faveur des efforts pour la paix, la réconciliation et la reconstruction.

Au cours de cette conférence, l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et la Banque mondiale ont également présenté leur plan d'action pour la République Centrafricaine. L'Angola est présent à Bruxelles avec une délégation comprenant l'ambassadeur Joaquim do Espírito Santo, directeur pour Afrique, Moyen-Orient et les organisations régionales du ministère des Relations Extérieures et la représentante de l'Angola auprès de l'UE, Elisabeth Simbrão.

La conférence pour obtenir des ressources financières pour le processus de paix de la RCA, s'est terminée le jeudi 16 novembre dernier. Rappelons que l'Angola assume la présidence en exercice de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL), dont la RCA est membre. En marge de la conférence sur la RCA, Georges Chikoti se réunira avec la haute représentante et vice-présidente de l'UE, Federica Mogherini.

"La conférence a tenu toute sa promesse", s'est félicité le président Touadéra lors d'une conférence de presse. Les donateurs de la République centrafricaine (RCA) se sont engagés jeudi Bruxelles à aider à hauteur de 2,2 milliards de dollars sur les trois prochaines années ce pays dévasté par la guerre, un résultat jugé positif par le président Faustin-Archange Touadéra. Le montant est insuffisant pour réaliser l'intégralité du plan de redressement sur cinq ans (2017-2021) présenté par Bangui et chiffré à 3,1 milliards USD. Mais il va permettre de remplir "les priorités des priorités, les actions d'extrême d'urgence", a expliqué le président Touadéra lors d'une conférence de presse, citant l'investissement dans l'armée et le désarmement des rebelles qui contrôlent encore "une bonne partie du territoire".